



### **3 mois après le cessez-le-feu : le monde regarde les Gazaouis fouiller dans les décombres**

**Pour diffusion immédiate**

**17 Avril 2009**

Trois mois après le cessez-le-feu du 18 janvier, une coalition d'agences d'aide et de solidarité internationale avertissent aujourd'hui que des dizaines de milliers de Gazaouis sont toujours sans abri et n'ont toujours pas accès à des services de base comme l'accès à un réseau d'eau potable.

Les organisations, notamment Oxfam International, CARE Cisjordanie et Gaza, War Child Holland et Medical Aid for Palestinians, appellent la Communauté internationale – et en particulier l'Union européenne (UE) qui envisage de renforcer ses liens avec Israël dans les prochaines semaines – à passer des paroles aux actes pour répondre enfin aux besoins des civils de Gaza dont les vies ont été broyées par trois semaines d'opération militaire.

*« Si l'Union européenne ne met pas le processus de rehaussement des liens avec Israël entre parenthèses, elle enverra un dangereux signal au reste du monde signifiant que le maintien d'une politique destructrice de bouclage est acceptable »* déclare Martha Myers, directrice de Care Cisjordanie et Gaza sur place.

*« L'activité industrielle de Gaza, dont son secteur agricole, s'est presque totalement effondrée et la reconstruction s'est avérée pratiquement impossible. L'opération 'Plomb durci' a détruit l'économie de Gaza, déjà très affaiblie après des mois de blocus. Il n'y a aucun intérêt à continuer à priver les populations de l'opportunité de gagner leur vie et d'assurer le bien-être de leurs familles. Les points de passage doivent être ouverts dès maintenant pour permettre des flux commerciaux normaux. Dans le cas contraire, les civils de Gaza ne pourront pas s'en remettre »* ajoute Martha Myers .

La reconstruction à Gaza fait face à d'importants obstacles. Israël n'autorise toujours pas l'entrée de matériaux comme le ciment ou les barres en acier. Ce qui empêche 20 000 familles, soit au moins 140 000 personnes, dont les maisons ont été détruites ou rendues inhabitables par le conflit, de reconstruire leurs vies. Beaucoup d'entre eux vivent sous des tentes et dans des abris de fortune construits à partir de briques récupérées et de bâches en plastique, sans perspective de les quitter à court terme.

Quelque 35 000 personnes n'ont toujours pas accès à un réseau canalisé d'eau ou à un système fonctionnel d'évacuation des eaux usées. Et, depuis trois mois maintenant, des écoles, des universités, des cliniques, des hôpitaux ainsi que d'autres infrastructures civiles n'ont toujours pas été réparées. La plupart des denrées alimentaires et quelques médicaments ont été autorisés à entrer à travers un unique point de passage, Kerem Shalom, mais les entrées ont un caractère erratique et beaucoup de stocks manquent de médicaments à Gaza.

*« Aucun progrès n'a été accompli pour autoriser l'entrée de matériaux de construction afin de permettre aux gens de reconstruire leurs vies. C'est inacceptable, un point c'est tout. Les dirigeants internationaux doivent prendre des mesures concrètes afin d'obtenir l'ouverture complète des points de passage et ils doivent faire pression sur Israël et sur toutes les parties pour garantir que les familles puissent enfin apercevoir la fin de ce qui a été un long et sombre tunnel. Une perfusion d'aide alimentaire et de médicaments ne suffit tout simplement pas »* déclare John Prideaux-Brune, directeur d'Oxfam Grande-Bretagne à Jérusalem.

Les scènes de dévastation et de désespoir à Gaza ont suscité la consternation à travers le monde de la part de responsables très haut placés comme le Haut Représentant pour la Politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne, Javier Solana, qui a déclaré en février que l'UE contribuerait au processus de reconstruction.

De telles déclarations sont bienvenues mais elles doivent se concrétiser dans les faits afin de bénéficier à la population de Gaza. Israël ne remplit toujours pas ses obligations de respect des droits essentiels des Gazaouis en empêchant un accès sans restriction vers et en provenance Gaza pour les personnes comme pour les biens et les approvisionnements.

**Cette déclaration est le fait des membres de l'Association des Agences de Développement international (AIDA), cités ci-dessous, à propos de la crise de Gaza :**

CARE Cisjordanie et Gaza  
Oxfam International  
War Child Holland  
Medical Aid for Palestinians  
Action contre la Faim  
Norwegian Refugee Council  
Caritas Jérusalem  
Lutheran World Federation  
Diakonia  
Austcare  
Gruppo Volontariato Civile  
The Swedish Organisation for Individual Relief  
Defense for Children International/ Palestine Section  
Norwegian Church Aid  
ACSUR-Las Segovias  
Medico International  
Campaign for the Children of Palestine: CCP-JAPAN  
Paz con Dignidad  
Mennonite Central Committee  
CISS - Cooperazione Internazionale Sud Sud  
Japan International Volunteer Center  
ACTED  
MPDL: Movimiento por la Paz, el Desarme y la Libertad

**Contact presse :**

- à Jérusalem : Jennifer Abrahamson, Oxfam, +972 (0) 577 399781  
- à Paris : Magali RUBINO [mrubino@oxfamfrance.org](mailto:mrubino@oxfamfrance.org)  
00 33 (0)1 56 98 24 45 / 00 33 (0)6 30 46 66 04